



HAL
open science

Les contestations de la transition économique et du caractère régulateur de l'économie de marché

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Les contestations de la transition économique et du caractère régulateur de l'économie de marché. Cahiers de l'Espace Europe, 2024. hal-04445149

HAL Id: hal-04445149

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-04445149>

Submitted on 7 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les contestations de la transition économique et du caractère régulateur de l'économie de marché

Jacques Fontanel

Les Cahiers de l'Espace Europe
30, 2024

Résumé : La transition énergétique fait l'objet de débats. Le système économique dans son ensemble prend cette question par le « petit bout de la lorgnette », alors qu'il s'agit d'une question plus importante pour l'humanité, celle de sa survie. Les recherches politiques de « décarbonation » portent directement sur les premiers responsables du réchauffement climatique, en promouvant les énergies renouvelables aux dépens des énergies non renouvelables fossiles. Dans cette quête, ils ne prennent pas conscience qu'il n'y a pas substitution mais plutôt un empilement des sources énergétiques et la production d'énergies renouvelable doit être aussi contrôlée, car les technologies mises en place sont parfois énergivores. Dans ce cadre, le système économique amplifie la carbonation en l'absence d'une volonté collective réelle de prise en charge des dangers pour l'humanité du réchauffement climatique. Les actions collectives au niveau mondial sont contestées parfois même par les exportateurs d'énergies non renouvelables mais aussi par tous les intérêts économiques qui bénéficient de cette manne de réserves naturelles qu'ils ne souhaitent pas rendre obsolètes, en en faisant un capital « dormant ». Les actions entreprises ne sont pas à la hauteur des menaces pour la survie de l'humanité. Avec la valorisation de lois du marché produites avec la force par une information économique fournie presque monopolistiquement par les grandes puissances de l'argent, la liberté d'entreprendre prend le dessus sur l'avantage collectif conformément à la poursuite immédiate de l'intérêt individuel prôné par le capitalisme triomphant. Dans ce contexte, les démocraties sont victimes des technocraties et de la ploutocratie, dont les intérêts et les actions sont devenus socialement prioritaires. Il s'est développée une économie des « désirs » et de la consommation « signifiante », elle domine les espaces de la production mondiale, la richesse est devenue un objectif en soi, comme une affirmation de soi, qui pousse le bénéficiaire à choisir les moyens les plus efficaces pour engranger une fortune dans le cadre d'une compétition de façade réservée à des monopoles directs ou à des concurrences monopolistiques ou oligopolistiques.

Mots clés : Réchauffement climatique, environnement, inégalités économiques, économie de marché

La transition énergétique n'est pas encore une réalité. Les recherches politiques de « décarbonation » cachent le fait qu'aujourd'hui le système économique amplifie la carbonation en l'absence d'une volonté collective réelle de prise en charge des dangers pour l'humanité du réchauffement climatique. Les actions des Etats sont contestées, elles ne sont pas à la hauteur des menaces pour la survie de l'humanité sur l'ensemble des régions de la Terre. Avec la force d'une information collective fournie en masse par les grandes puissances de l'argent, les démocraties sont victimes des technocraties et de la ploutocratie, dont les intérêts et les actions sont devenus prioritaires, même auprès d'une opinion publique trop unilatéralement renseignée pour prendre des décisions en fonction des intérêts de toutes les franges de la société des générations présentes et futures. Cette économie des « désirs » et de la consommation « signifiante » domine les espaces de la production mondiale, la richesse est devenue un objectif en soi, comme une affirmation de soi, qui pousse le bénéficiaire à choisir les moyens les plus efficaces pour engranger une fortune dans le cadre d'une compétition de façade réservée à des monopoles directs ou à des concurrences monopolistiques ou oligopolistiques. La société de consommation stigmatisée par Jean Baudrillard¹, a accéléré son avancée, laquelle, si elle n'est pas stoppée, sera mortifère, notamment pour tous les citoyens qui ne pourront pas échapper aux effets délétères du réchauffement climatique².

¹ Baudrillard, J. (1996), *La société de consommation*, Gallimard, Paris. Cohen, D. (2015) *Le monde est clos et le désir infini*, Albin Michel, Paris. Fontanel, J. (1979) *Ecologie, économie et plurigestion*, Entente.

² Pisani-Ferry, J., Mahfouz, S. (2023), Les incidences économiques de l'action pour le climat : rapport à la Première Ministre, *France Stratégie*, 22 Mai. France Stratégie (2023), *Les incidences économiques de l'action pour le climat. Dommages et adaptation*, rapport thématique coordonné par Xavier Timbeau, mai

C'est dans ce cadre que se pose aussi la question de la « transition énergétique », aujourd'hui contestée, mais aussi de la remise en cause d'un système économique qui, dans sa lancée, sera peut-être incapable de modifier significativement la courbe du réchauffement climatique, lequel va sans doute poser des problèmes humains considérables à la fin de ce siècle. Les intérêts particuliers l'emportent aujourd'hui sur l'action à conduire pour réduire le potentiel destructif des émanations systémiques de carbone. Dans le même temps, on assiste à la contestation de la transition énergétique et à la valorisation théorique du marché pour l'optimisation du développement économique. Cependant, la fameuse globalisation économique est aujourd'hui remise en cause et les comportements mercantilistes de protection des productions nationales s'affirment dans tous les pays, même dans le sanctuaire du capitalisme, les Etats-Unis en tête, qui s'engagent dans des mesures protectionnistes qui ne disent pas toujours leur nom³.

La contestation de la transition énergétique

Par une présentation historique particulièrement éclairante, Jean-Baptiste Fressoz⁴ conteste les notions de « transition énergétique », qui, de manière générale, présente des étapes historiques du développement économique par l'utilisation du bois, puis du charbon, ensuite du pétrole, du gaz, du nucléaire, pour enfin aboutir à l'énergie renouvelable. En fait, les premiers scientifiques définissant le concept de transition étaient des atomistes du Projet Manhattan, intéressés par la surgénération nucléaire, qui présentait deux faces, celles de la mort par l'explosion de l'arme atomique, mais aussi celle d'une survie éternelle de l'humanité en condamnant la rareté présente et future des besoins énergétiques. Avec les « chocs pétroliers » et les considérations géoéconomiques, l'idée d'une transition intéressait les gouvernements importateurs de sources énergétiques. Jimmy Carter, Président des

³ US Senate (2023), *Les défis cruciaux et les menaces immédiates vus par la CIA*. Préface Alain Frachon. Equateurs Documents. Cousins Stephanie (2013), "UN Security Council: playing a role in the international climate change regime?", *Global Change, Peace & Security*, 25. Nordhaus W. (2015), « Climate clubs: Overcoming free-riding in international climate policy », *American Economic Review*, vol. 105(4),

⁴ Fressoz, J-B. (2024) *Sans transition — Une nouvelle histoire de l'énergie* (Seuil).

Etats-Unis, face aux crises géopolitiques issues de l'action de l'OPEP, s'est alors engagé dans une transition vers le passé, en acceptant le doublement de la production de charbon liquéfié. Puis, son successeur, Ronald Reagan, s'est engagé dans la libéralisation de l'économie pétrolière (mais aussi numérique, qui auparavant était plutôt géré dans le secteur public) en vue de renforcer l'indépendance énergétique des Etats-Unis. Dans ce contexte, la transition est particulière, car elle s'engage dans une politique dite de « libre-échange », mais qui concrètement s'inscrit plutôt dans une démarche mercantiliste permettant à Washington de devenir à terme le plus grand producteur de pétrole au monde, en acceptant plus tard la production du gaz de schiste aux effets environnementaux délétère.

Face à ces événements, le gouvernement de la France a clamé bien haut qu'il « n'avait pas de pétrole, mais qu'il avait des idées ». En 2024, les idées n'ont sans doute pas été suffisamment présentes ou suffisamment fortes pour combattre les lobbyings énergétiques des firmes multinationales et des Etats producteurs, eux-mêmes unis pour vendre leurs ressources au meilleur prix, un comportement éloigné de ce qui est défendu par l'Organisation Mondiale du Commerce en faveur d'un système de libre-échange. « Faites ce que je dis, pas ce que je fais ».

De fait, malgré les annonces des politiques, ces étapes n'indiquent pas une substitution d'une énergie par une autre, mais plutôt par une accumulation d'énergies, les unes servant au développement des autres. L'hypothèse selon laquelle le charbon aurait remplacé le bois pendant la première grande révolution industrielle britannique n'est pas confortée par l'évolution des faits, car le bois nécessaire à l'extraction du charbon était consommé en plus grande quantité en 1900 qu'en 1750. Le charbon n'a donc pas été en concurrence avec le bois, ils se sont mutuellement renforcés pour permettre l'augmentation de la production des biens. On peut cependant considérer que le bois n'était donc plus utilisé majoritairement au chauffage, mais plutôt aux infrastructures nécessaires aux mines de charbon. Cependant, les arbres constituent des puits de carbone, et leur utilisation en grande quantité n'a pu empêcher l'essor progressif de la carbonation.

Ensuite, il est écrit dans l'analyse de la transition énergétique que le pétrole s'est substitué progressivement au charbon, notamment dans les pays développés. De fait, le pétrole est principalement utilisé pour les

transports, au regard de son efficacité particulière dans ce secteur de l'économie. Cependant, en 1930, pour la construction d'une voiture, il fallait réduire le minerai de fer par une production et une consommation de coke équivalentes à l'ensemble du pétrole consommé pendant toute la vie de l'automobile. Aujourd'hui, la production d'acier par le charbon pourrait être remplacé par de près d'un million et demi d'éoliennes en comptabilisant aussi les coûts énergétiques de leur production.

Il a été fait état de l'âge de la vapeur (qui se substitue à la force animale et humaines) du charbon, puis de l'électricité, puis du pétrole, un temps celui du nucléaire, aujourd'hui celui de la transition vers les énergies renouvelables. De fait, les sources d'énergie ne se remplacent pas, elles s'entassent en croissant chacune, avec parfois des utilisations évolutives, d'autres fois spécialisées. Si le solaire offre des avantages environnementaux importants, encore faut-il que la construction des capteurs photovoltaïques ne soient pas consommateurs d'énergies fossiles, comme c'est toujours le cas pour la fabrication de l'acier ou du plastique comme consommations intermédiaires.

De même, on utilise de plus en plus de matières nobles et en plus grandes quantités, sans jamais s'arrêter. Il faut que la matière manque pour que les industriels des technologies les plus modernes commencent à s'inquiéter, face à la raréfaction, et, dans le langage marchand, l'augmentation des coûts qui va en résulter, permettant à terme aux seuls privilégiés de bénéficier des avantages d'un développement économique inégalitaire et létal à terme, s'il n'est pas trouvé des solutions collectives pour réduire la carbonation, le réchauffement climatique et les consommations ostentatoires qu'offrent les privilèges de la fortune. Les innovations ne cherchent pas à réduire la consommation de la matière, car le système n'est même plus dirigé par les producteurs, mais par une bourse des valeurs qui considère même que la spéculation est un facteur de rééquilibre, sauf quand il y a une grande crise qui sera par ailleurs payée par ceux qui n'ont aucune responsabilité directe dans celle-ci. Aujourd'hui l'innovation devrait se concentrer à l'usage des biens et des techniques pour réduire l'utilisation de la matière noble.

La « transition énergétique » est devenue une « habitude de langage » pour exprimer qu'il fallait changer notre rapport avec les énergies fossiles et qu'il fallait se concentrer sur la production des

énergies renouvelables. A ce titre, elle a donné une orientation plutôt positive, sauf qu'aujourd'hui les politiques et industriels l'utilisent pour affirmer publiquement que, bientôt, à partir de 2030, puis 2050, on réduira la consommation d'énergie fossiles, mais qu'il n'y a pas lieu de réduire immédiatement les avancées des développements économiques nécessaire à la survie de l'humanité. Au fond, l'idée positive de la « transition économique » a été appropriée par les Etats et les grandes firmes énergétiques pour se construire un chemin supposé « vertueux » alors que leurs politiques passées et présentes mettent en évidence la défense de leurs propres intérêts, en retardant autant que possible leurs réalisations pour optimiser sans cesse les profits attendus. C'est ainsi qu'aujourd'hui encore, les énergies fossiles représentent 80% de la consommation d'énergie mondiale, alors que ces politiques engagées dans la transition auraient pu commencer dès les années 1970 et sont devenues « à la mode » dans les années 2000.

A l'exception de la réduction de l'intensité carbone dans les économies nationales (il faut à peu près deux fois moins de carbone pour produire la même valeur ajoutée), bien peu de progrès ont été ainsi réalisés depuis un demi-siècle alors que tous les gouvernements se targuent d'engager des mesures normatives pour « accélérer » cette transition qui transite avec de trop nombreux arrêts d'étape. Le monde consomme toujours autant de charbon et l'Allemagne, la Chine et les Etats-Unis ne se privent pas de le faire pour des raisons économiques qui surpassent évidemment les considérations environnementales. Avec l'idée de la transition, chacun prend son temps, la préférence pour le présent étant anormalement élevée par rapport à celle de l'avenir des générations en devenir. L'idée d'un développement de l'hydrogène est intéressante, mais pour rendre cette solution applicable il faudra encore beaucoup de réflexions scientifiques pour utiliser ce carburant pour les avions. Il ne faut pas faire rêver les gens d'aujourd'hui au détriment de leurs enfants.

Le GIEC est un groupe intergouvernemental, ce sont les gouvernements qui désignent ses membres⁵. Dès 1988, les Etats-Unis premier producteur mondiale de CO₂ a défendu l'idée de la transition, surtout pour faire en sorte que ce chemin soit contrôlé par les

⁵ GIEC (2023), *Sixième rapport d'évaluation du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat*, IPCC, WHO, UNEP.

contraintes économiques nationales. C'est ainsi qu'aujourd'hui a été développé l'idée de mettre en place une recherche sur le « stockage du carbone », ce qui donne encore un peu plus de temps pour prendre les mesures nécessaires, en se reportant sur des avancées technologiques encore embryonnaires. Aujourd'hui ni les idées, ni les nouvelles technologiques ne permettent concrètement à réduire les effets néfastes de la carbonation sur le climat. Les rapports du GIEC sont intéressants, mais ils ne sont pas respectés par les gouvernements soumis aux pressions intenses des lobbys. Au mieux, les technologies ne sont que des solutions de moyen terme, alors que les dégradations s'expriment déjà dans le court terme. Les effets climatiques délétères commencent seulement à poindre leurs effets, mais en continuant ainsi le monde va se trouver devant des solutions inextricables d'une grande violence environnementale et sociale. Il faut arrêter de considérer que la mesure du PIB est idoine pour analyser la force d'une économie nationale⁶. La production doit d'abord servir à satisfaire les besoins essentiels de tous les citoyens. La décroissance d'une économie n'équivaut pas à la perte d'un niveau de vie pour la population, qui n'a pas vocation à s'inscrire dans un monde profondément marchand qui cultive les inégalités et favorise les désirs par rapport aux besoins de chaque individu.

Il ne sera sans doute pas possible de continuer ainsi, s'interroger sinon sur la décroissance, au moins sur la sobriété. Mais qui parle sobriété, dans un monde inégalitaire, suppose surtout de l'appliquer aux classes les plus aisées et principalement aux plus grandes fortunes, dont le niveau de consommation est plus de 1000 fois celle d'un citoyen français médian. Si l'on se réfère au niveau de vie des pays africains, on peut ainsi concevoir où cette sobriété ne sera sans doute pas applicable et à qui elle peut l'être. C'est un changement de société qui est ainsi à concevoir, comme les périodes de guerre mondiale ont pu parfois trouver des solutions. Rappelons que le taux marginal d'imposition aux Etats-Unis avant et après les guerres mondiales pouvaient atteindre 98% du revenu supplémentaire. Cette solution passe aussi par la lutte contre les paradis fiscaux, les guerres, mais la

⁶ Guilhaudis, J-F., Fontanel, J. (2019), Les effets pervers de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales. Comment en sortir? *Annuaire Français des Relations Internationales*, AFRI.

principale question est le rôle des élites qui confondent l'intérêt d'un pays avec leurs propres intérêts.

Comment interpréter le fait que le Gouvernement de Donald Trump était constitué principalement de milliardaires, ou pour le moins à des millionnaires en dollars ? Comment considérer Joe Biden, élu Sénateur au Delaware, a travaillé pour faire de cet Etat le plus grand paradis fiscal au monde. La sobriété devra d'abord passer par la réduction de la richesse, des revenus et de la consommation des plus riches. Chaque personne devra changer son type de consommation, mais pour les plus pauvres cette transformation sera plutôt favorable à leur situation économique eu égard à la faiblesse de leur consommation d'aujourd'hui.

Aujourd'hui, il faut se préparer à une autre société, sans attendre de la technologie qu'elle règle nos problèmes. Il y a d'abord des solutions humaines à respecter et toutes les nouvelles technologies d'aujourd'hui sont frappées du sceau de l'argent ? Seuls ceux qui disposent d'une formation supérieure et de moyens financiers peuvent imaginer de nouvelles technologies en fonction de leur rentabilité éventuelle. Les grandes entreprises ne laissent-elles pas de nouvelles technologies non utilisées pour rentabiliser au mieux leurs précédentes ? Pour conduire cette lutte contre le réchauffement climatique, un système de décision publique doit être réinventé, donnant plus de place à une expression publique des citoyens mieux informés dans un cadre d'action collective donnant du poids aux décisions décentralisées⁷.

Le changement climatique pose un problème au système économique qui a favorisé la mise en place des révolutions industrielles polluantes du charbon et du pétrole. Aujourd'hui, la révolution de l'économie numérique offre des espoirs non négligeables pour réduire les pollutions et favoriser la décarbonisation. Cependant, les luttes d'intérêt économiques des puissants lobbys des secteurs polluants semblent réduire le potentiel de transformation d'un système économique mû par la recherche du profit à court terme. Les grandes puissances veulent conserver leurs acquis économiques et elles engagent cette révolution au rythme qui leur convient, ce qui ne va pas sans conflit, au regard de l'urgence de l'action face aux transformations néfastes subies par les écosystèmes. En outre, les GAFAM, les puissants fournisseurs de

⁷ Fontanel, J. (1979), *Ecologie, économie et plurigestion*. Entente. Paris.

services et instruments numériques, disposent, avec leurs concurrents chinois, d'une force économique et stratégique considérable susceptible de porter atteinte aux libertés, et aux droits de l'homme et des citoyens. Enfin, pour la production des instruments du numérique, les terres rares risquent de poser de nouveaux problèmes, ceux relatifs à la pollution qu'engage leur production et leur rareté relative au regard des stocks aujourd'hui connus.

L'action régaliennne de l'Etat au service des intérêts industriels et financiers

Aujourd'hui, les Etats sont contrôlés par les grandes puissances d'argent, lesquelles construisent aussi le grand mythe de l'Etat gendarme, qui fait respecter les lois et utilise son pouvoir régalien pour supprimer les entraves à la liberté d'entreprendre, alors que la loi du marché est celle qui conduit inéluctablement au développement économique. Cette volonté de « liberté » a été valorisée dans l'ordre économique, à un moment où aucune mesure sociale ne protégeait les travailleurs, où le travail des enfants étaient encouragé, où il était dit et affirmé que la liberté du marché était une composante essentielle de la liberté des hommes, notamment à entreprendre. Dès que les réglementations sur le marché du travail s'installent, la menace du communisme est alors brandie. Ce « mythe »⁸, très présents aux Etats-Unis, a resurgi avec l'arrivée de Donald Reagan au pouvoir, un Président soutenu et financé par les grandes sociétés commerciales et industrielles américaines.

Ce mouvement vers le « monopole » du marché comme fondement de la liberté individuelle dans la société américaine a ensuite été encouragée par Bill Clinton qui va libéraliser le secteur financier et déréglementer les télécommunications, ce qui favorisera la privatisation des activités des banques et la mise en place des GAFAM, des quasi monopoles de fait, bien éloignés des règles de la concurrence si pure et parfaite qu'aiment à représenter les théories microéconomiques des théories néo-classiques. Cette liberté a permis à des forces privées de

⁸ Conway, E., Oreskes, N. (2024), *Le Grand Mythe : comment les industriels nous ont appris à détester l'Etat et à vénérer le libre marché*, Les Liens qui libèrent. Fontanel, J. (2017), *Etats-Unis, sanctuaire du capitalisme. Un siècle de leadership américain en question. Paix et Sécurité Européenne et internationale*, PSEI, n°8. <http://revel.unice.fr/psei/index.html>,

contrôler l'information, à s'engager dans les affaires publiques des Etats dans le cadre d'une mondialisation qui leur permettait de trouver sans cesse des espaces de « liberté » pour la constitution de fortune, entre les réductions d'impôt sur les sociétés et les dividendes, la mise en place de paradis fiscaux ou des cryptomonnaies, le contrôle des actions publiques qui conduiraient à réduire les profits de très court terme et le refus d'envisager des actions publiques qui menaceraient les activités libres des entreprises, même si celles-ci polluent ou dégagent le carbone qui favorise le réchauffement climatique. Normalement, selon eux, le marché est la seule voie économique à suivre, celui-ci ne peut pas se tromper dans le long terme, même si dans le court terme, des crises ont pu apparaître, notamment par ce que l'Etat n'a pas respecté le « laissez-faire ».

Pour les libertaires, le « mal » c'est l'Etat ; il faut en contrôler les instances de décision, en engageant la mondialisation de l'économie, la fameuse « globalisation » de la « fin de l'histoire »⁹ et s'engager dans la voie politique en finançant les représentants du peuple qui défendent les intérêts de court terme bien compris des « maîtres du marché ou des finances privées ». Compte tenu de la déréglementation des télécommunications, il en résulte des consolidations financières des organes d'information, une forme de quasi-monopole des médias en vue de réduire la capacité des électeurs à écouter des points de vue diversifiés, surtout ceux qui contestent l'inaction de l'Etat, les profits excessifs de holdings créant des concurrences fictives, les délits d'initiés, la spéculation, la corruption, les avantages et paradis fiscaux, les monopoles ou les producteurs de pollutions diverses et variées, en faisant valoir, de leur côté, l'auto-contrôle théorique du système marchand ou capitaliste.

La guerre de l'information favorise toujours ceux qui sont propriétaires des médias, une oligarchie puissante capable de contrôler les forces démocratiques par une information contrôlée sélective.

⁹ Fukuyama F. (1993) *The end of history and the last man*, London, Penguin. Fontanel. *Economie de la sécurité internationale et guerre économique. Comment en finir avec les guerres ?*, 2023. hal-04269757 . Fontanel, J. (2005). Fontanel, J. (2005) *Globalisation en analyse*, Hal. L'Harmattan.

L'information est un instrument de pouvoir et de contrôle des « masses populaires ». Dans les dictatures ou les sociétés autocrates, le contrôle direct de l'information par le pouvoir politique constitue la force principale de la perpétuation du régime. Dans les démocraties occidentales, seulement quelques personnes ou groupes dirigent les principaux médias et les réseaux sociaux sont si peu porteurs d'informations fiables, que les « savoirs » et « actualités » sont traités et publiés par les grandes puissances d'argent. Sur cette base, le système économique fonctionne selon des règles qui ne correspondent pas aux principes affichés. La critique de l'Etat s'accompagne d'un discours laudatif pour la liberté du marché dans des secteurs où il ne reste, dans le meilleur des cas, qu'une concurrence monopolistique. Aujourd'hui, les différends, conflits ou guerres économiques s'imposent au niveau des Etats, dont la gestion est elle-même contrôlée par un système de ploutocratie rampante, maquée par un discours libéral démocratique qui ne correspond plus à la réalité des pouvoirs d'action. Les armes de la guerre économique se substituent à la douceur du marché revendiqué par Montesquieu.

Dans ce « monde globalisé », aujourd'hui partiellement contesté eu égard aux conflits latents entre les pays et la recherche d'indépendance économique des Etats en vue de disposer des biens et services essentiels à la collectivité nationale en évitant le risque d'une pénurie volontaire des pays fournisseurs¹⁰. En outre, les intérêts financiers immédiats s'opposent aux intérêts des générations à venir. L'essor des « paradis fiscaux » favorisent les classes riches au détriment d'un service public obéré par le poids économique à consentir à la sécurité nationale. La puissance des forces économiques privées rend celle-ci capable de concurrencer les Etats et même de les influencer de l'intérieur par l'exercice du lobbying dans les cabinets des Ministres. Ainsi, les GAFAM ou des gestionnaires d'actifs comme BlackRock (lequel gère des fonds d'investissement 3 fois plus élevés que le PIB de la France) font valoir la correspondance entre les intérêts collectifs des Nations et leurs intérêts particuliers. Ces firmes multinationales sont, parfois même, juges et parties, car leur expertise s'impose parfois dans les

¹⁰ Blanchard, O., Tirole, J. (2021), *Les grands défis économiques*, Rapport https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2021-les_grands_defis_economiques-juin_0.pdf rapport

décisions de l'Etat pour les opérations économiques, technologiques ou financières de grande envergure. Dans ce contexte, toutes les hypothèses de base des économies de marchés ne sont pas respectées, avec l'essor des monopoles, des ententes oligopolistiques, des holdings et des politiques économiques des Etats inspirées par le capitalisme privé¹¹.

Pourtant, sans contrôle, l'histoire démontre que l'économie de marché s'ouvre à tous les excès. Sans l'intervention des pouvoirs publics, le système de marché broie les plus faibles, il valorise le très court terme du profit, il exploite les ressources naturelles à ses propres fins au détriment de la santé publique et des générations future, il ne s'intéresse qu'à ce qui lui rapporte quel qu'en soit le coût pour la collectivité. Les innovations sont développées d'abord dans le souci du profit, plutôt que sur le critère de l'intérêt pour la collectivité. Il ne s'agit plus de produire pour satisfaire un réel besoin, mais de produire pour obtenir, in fine, un profit. Il s'agit de créer « un manque » chez le consommateur, afin qu'il le renouvelle sans cesse, selon le même principe que celui qui conduit se développe sur le marché illégal de la drogue. L'essor des téléphones portables crée un conditionnement des consommateurs, auquel tous les membres d'une société sont quasiment conduits à subir, aussi bien dans leurs activités personnelles que celles qui s'inscrivent dans l'activité professionnelle.

Aujourd'hui, le système est en situation de déséquilibre dans les choix à opérer, entre le présent d'une consommation excessive des désirs et le futur du réchauffement climatique qui dévastera des régions et des populations entières, entre une décroissance marchande et l'essor d'autres services non marchands, entre une société de citoyens responsables de leur avenir et des intérêts particuliers monopolistes sujets à révolutions sanglantes. Il est urgent de trouver des solutions viables pour contrôler l'avidité sans limite des productions non nécessaires à la survie de l'espèce à long terme, mais aussi à la survie

¹¹ Brunat, E., Fontanel, J. (2021), La science économique comme idéologie, la science de gestion comme viatique de l'actionnaire, *Marché & Organisations*,41. Brunat, E., Fontanel, J. (2023), When Mercantilism Upsets Neo-Classical Liberal Thinking, the Pandemic Covid-19 as a Revelation, *International Conference on Disaster Management. Global pandemic and its impact 2023*, Jan. Fontanel, J. (2023), L'échec sécuritaire de la globalisation économique. Les illusions de la fin de l'histoire et de la prospérité généralisée, *Paix et sécurité européenne et Internationale*, PSEI, Nice.

immédiate des populations les plus démunies pour encourager le niveau de vie souvent indécent des plus aisés, parmi lesquels se trouvent aussi les classes supérieures du monde entier. La notion même du PIB doit être modifiée, tant il favorise la production pour la production, sans prendre en compte le bien-être et la qualité de vie des hommes vivant à l'intérieur de ces Nations¹².

Le système économique est producteur d'inégalités croissantes, qui, à terme, peuvent conduire à des révolutions et aux guerres interétatiques, à l'accroissement de la misère (comme le revendiquait en son temps Malthus) ou à l'éveil des populations pour modifier les règles d'un système profondément déséquilibré. Le mode de vie des citoyens va devoir changer compte tenu du réchauffement climatique, de l'épuisement des ressources naturelles et d'une course ininterrompue à une économie de « « désir » caractérisé par des productions de comparaison éloignées des besoins essentiels pour les plus défavorisés et la course aux consommations ostentatoires. Les plus grandes richesses de ce monde se situent dans le casino, parfois contrôlé, des valeurs financières, dans les nouvelles technologies monopolisées par les brevets et dans la production des services et biens de luxe¹³. Les guerres militaires, civiles, économiques, interétatiques, et écologiques vont être encouragées dans un moment de l'histoire où simultanément apparaissent de nouvelles raretés, des mouvements nationalistes aigus, la contestation des valeurs démocratiques, la volonté d'expansion des valeurs religieuses et l'extrême pauvreté du destin de régions entières qui conduira inexorablement à des migrations qui feront le lit de toutes les dictatures¹⁴.

Il est pourtant possible de modifier les orientations d'un monde, en s'engageant dans des procédures de protection des citoyens, au détriment de l'avidité sans limite des grandes fortunes, lesquelles

¹² Guilhaudis, J-F., Fontanel, J. (2019), Les effets pervers de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales. Comment en sortir ? Annuaire Français des Relations Internationales, AFRI 2019.

¹³ Rodrick, D. (2014), Les super riches qui se voient hors de la société, La Tribune, 3 Septembre. Smith, R., Fontanel, J. (2008). International security, defence economics and the powers of nations. *War, peace and security*, Emerald. Stiglitz, J. (2013), *Le triomphe de la cupidité*, Les biens qui libèrent, Paris.

¹⁴ Engelhard, P. (1996), *L'homme mondial. Les sociétés humaines peuvent-elles survivre ?* Arléa. Coulomb, F., Fontanel, J. (2012). *War and Capitalism. The marketing of war in the age of neo-militarism*, 59, Routledge.

imposent un style de vie à l'humanité qui prépare celle-ci à son extinction. De nombreux exemples témoignent de la capacité des sociétés à s'engager dans des actions collectives altruistes, souvent dans les grands instants de souffrance nationale. Pendant la dernière guerre mondiale, les citoyens américains ont développé des valeurs de solidarité économique, sociale et environnementale, particulièrement éclairante, qu'il s'agit de maintenir le lien sociétal d'une Nation. De même, des pays ont modifié leurs propres stratégies militaires ou diplomatiques pour défendre des valeurs de paix, au détriment de leur confort. Des procédures internationales ont aussi été engagées pour réduire les armements en vue du développement, avec des résultats il est vrai peu concluants. Une vraie volonté internationale de paix et d'équité sociale et sociétale devrait être engagée, dans un contexte tendu de guerres qui pourraient enflammer le monde entier, dans un contexte d'une Organisation des Nations Unies volontariste, mais impuissante face aux pouvoirs des différends entre les grandes puissances¹⁵.

Bibliographie et références

Baudrillard, J. (1996), *La société de consommation*, Gallimard, Paris.

Blanchard, O., Tirole, J. (2021), *Les grands défis économiques*, Rapport https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2021-rapport_les_grands_defis_economiques-juin_0.pdf

Brunat, E., Fontanel, J. (2021), La science économique comme idéologie, la science de gestion comme viatique de l'actionnaire, *Marché & Organisations*, 41.

Brunat, E., Fontanel, J. (2023), When Mercantilism Upsets Neo-Classical Liberal Thinking, the Pandemic Covid-19 as a Revelation, *International Conference on Disaster Management. Global pandemic and its impact 2023*, Jan

Cohen, D. (2015) *Le monde est clos et le désir infini*, Albin Michel, Paris.

Colard, D., Fontanel, J., & Guilhaudis, J. F. (1981). *Le désarmement pour le développement*. Fondation pour les études de défense nationale, 19.

¹⁵ Nations Unies (2020), *Paix, dignité et égalité sur une planète saine : éliminer la pauvreté*, <https://www.un.org/fr/global-issues/ending-poverty>. Colard, D., Fontanel, J., & Guilhaudis, J. F. (1981). *Le désarmement pour le développement*. Fondation pour les études de défense nationale, 19. Fontanel, J., & Hébert, J. P. (1997). The end of the "French grandeur policy". *Defence and Peace Economics*, 8(1), 37-55.

Conway, E., Oreskes, N. (2024), *Le Grand Mythe : comment les industriels nous ont appris à détester l'Etat et à vénérer le libre marché*, Les Liens qui libèrent.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2012). War and Capitalism. *The marketing of war in the age of neo-militarism*, 59, Routledge.

Cousins Stephanie (2013), "UN Security Council: playing a role in the international climate change regime?", *Global Change, Peace & Security*, 25.

Engelhard, P. (1996), *L'homme mondial. Les sociétés humaines peuvent-elles survivre ?* Arléa.

Fontanel, J. (1979), *Ecologie, économie et plurigestion*. Entente. Paris.

Fontanel, J., & Hébert, J. P. (1997). The end of the "French grandeur policy". *Defence and Peace Economics*, 8(1), 37-55.

Fontanel, J. (2005) *Globalisation en analyse*, Hal. L'Harmattan.

Fontanel, J. (2017). Les États-Unis sanctuaire du capitalisme, un siècle de leadership américain en question. *Paix et sécurité européenne et internationale*, (7). <http://revel.unice.fr/psei/index.html>,

Fontanel, J. (2023), L'échec sécuritaire de la globalisation économique. Les illusions de la fin de l'histoire et de la prospérité généralisée, *Paix et sécurité européenne et Internationale*, PSEI, Nice

Fontanel.J. (2023), Economie de la sécurité internationale et guerre économique. Comment en finir avec les guerres ?, 2023. hal-04269757

France Stratégie (2023), *Les incidences économiques de l'action pour le climat. Dommages et adaptation*, rapport thématique coordonné par Xavier Timbeau, mai

Fressoz, J-B. (2024) *Sans transition — Une nouvelle histoire de l'énergie (Seuil)*.

Fukuyama F. (1993) *The end of history and the last man*, London, Penguin.

GIEC (2023), *Sixième rapport d'évaluation du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat*, IPCC, WHO, UNEP

Guilhaudis, J-F., Fontanel, J. (2019), Les effets pervers de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales. Comment en sortir? *Annuaire Français des Relations Internationales*, AFRI.

Nations Unies (2020), *Paix, dignité et égalité sur une planète saine : éliminer la pauvreté*, <https://www.un.org/fr/global-issues/ending-poverty>

Nordhaus W. (2015), « Climate clubs: Overcoming free-riding in international climate policy », *American Economic Review*, vol. 105(4),

Pisani-Ferry, J., Mahfouz, S. (2023), Les incidences économiques de l'action pour le climat : rapport à la Première Ministre, France Stratégie, 22 Mai.

Rodrick, D. (2014), Les super riches qui se voient hors de la société, *La Tribune*, 3 Septembre.

Smith, R., Fontanel, J. (2008). International security, defence economics and the powers of nations. *War, peace and security*, Emerald

Stiglitz, J. (2013), *Le triomphe de la cupidité*, Les biens qui libèrent, Paris.

US Senate (2023), *Les défis cruciaux et les menaces immédiates vus par la CIA*. Préface Alain Frachon. Equateurs Documents.